

Les subsides

M. Broadbent: Avez-vous entendu la réponse il y a deux minutes?

M. Nystrom: Soyez franche, Pat.

Mlle Carney: Le vice-président du NPD est Bob White. Bob White, président du syndicat des travailleurs de l'automobile et vice-président du NPD est contre le libre-échange, sauf lorsqu'il s'agit des membres de son syndicat.

Je voudrais citer les propos de John Crispo, le professeur de l'université de Toronto qui a signalé que la position de Bob White était «une position opportuniste indéfendable». Voici ce qu'a déclaré le professeur Crispo:

Il représente le groupe des travailleurs canadiens qui ont eu de loin le plus facilement accès au marché américain grâce au Pacte de l'automobile, et il a le culot d'aller se balader dans le pays et de parler contre le libre-échange qui permettrait aux autres travailleurs qu'il a le culot d'appeler ses «frères et soeurs» d'avoir un accès comparable.

M. Broadbent: C'est un gros mensonge.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Dites la vérité pour une fois, Pat.

Mlle Carney: Voilà les forces qui s'opposent dans ce débat—l'avenir contre le passé.

Je voudrais citer les propos d'une personne qui n'est pas un conservateur, mais plutôt un libéral connu, M. Donald Macdonald, de l'Alliance canadienne pour le commerce et l'emploi. Il a fait une déclaration très pertinente dans le cadre de ce débat:

La lutte se fera entre deux perceptions différentes du Canada. Je ne vois pas le Canada comme une sorte d'atelier protégé pour les inefficaces, les incompetents ou les incapables. Je vois notre pays comme un pays ayant une capacité considérable, un pays qui réussit et qui grâce à un accord de ce genre, et d'autres encore, a la capacité de mettre ces talents en valeur dans un marché mondial.

Voilà notre vision du Canada, voilà la vision qu'ont du Canada les conservateurs, et c'est également celle des Canadiens.

Des voix: Bravo!

Mlle Carney: Dans leurs commentaires d'aujourd'hui, les représentants de l'opposition n'ont pas tenu compte de l'Accord comme tel. Je voudrais rappeler, monsieur le Président, les exigences et les objectifs qu'avait proposés le premier ministre comme critères d'évaluation de cet accord.

En tout premier lieu, on visait une nouvelle entente commerciale englobant le plus vaste éventail possible de réductions réciproquement avantageuses des entraves au commerce des biens et services. C'est ce qu'a promis le premier ministre et c'est ce que nous avons fait.

Le député de l'opposition déclare que l'accord est pratiquement sans valeur, qu'il ne signifie pratiquement rien. Il ne pense certainement pas à ses électeurs de Vancouver qui, grâce à la suppression de barrières tarifaires et non tarifaires en vertu de l'Accord, vont bénéficier d'un marché d'environ 35 millions de consommateurs à moins de deux jours par camion.

M. Waddell: A condition que les Américains n'imposent pas de droits compensateurs.

Mlle Carney: L'hypocrisie de l'opposition mérite d'être soulignée.

M. Fulton: Nous disons la vérité. Il y a une nuance.

Mlle Carney: Ses électeurs vont avoir accès de 35 millions de consommateurs à moins de deux jours par camion. L'économie de la ville de Kingston, au lieu d'être limitée à des dimensions lacustres et d'être exclue du marché des États-Unis par de nombreux obstacles tarifaires y aura désormais accès. Je ne crois pas que la suppression des droits de douane ne veuille pratiquement rien dire, comme le prétend l'opposition.

De plus, nous voulions avoir des règles du jeu plus prévisibles et nous les avons eues.

M. le Président: Le député de Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe (M. Tobin) a la parole pour invoquer le Règlement.

M. Tobin: Je vous dirai très respectueusement, monsieur le Président, qu'en anglais, on accentue la deuxième et non la première syllabe du mot «hypocrisie». Qu'on accentue la première ou la deuxième syllabe, le mot n'est pas autorisé à la Chambre.

M. Kaplan: Il est antiréglementaire, quelle que soit la façon dont on le prononce.

M. le Président: J'ai entendu le mot. Il n'était adressé à aucun député en particulier. La parole est à la ministre.

Mlle Carney: Monsieur le Président, on a manifestement peur de participer à un débat sur les mérites de l'accord de libre-échange.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Cassidy: Quand et où vous voulez. Vous n'avez qu'à choisir le réseau.

Mlle Carney: Nous avons atteint notre deuxième objectif: nous avons obtenu une meilleure réglementation et un mécanisme de règlement des différends. Nous nous sommes donné cinq ans plus deux ans pour examiner les règles qui s'appliqueront à un accord de libre-échange. C'est tout un accomplissement. Cela ne s'est jamais vu nulle part au monde dans aucun autre accord.

Des voix: Bravo!

Mlle Carney: Nous avons entamé ces négociations avec les États-Unis afin d'améliorer les relations commerciales bilatérales les plus importantes au monde. Les Canadiens ont toujours axé leur prospérité sur le commerce. Nous exportons le tiers des biens et des services que nous produisons. Nous concurrençons les meilleurs au monde. Aujourd'hui, trois millions de Canadiens dépendent du commerce pour vivre. Qu'on le veuille ou pas, près de 80 p. 100 de nos exportations sont vendus aux États-Unis et cela, depuis le règne de l'ancien gouvernement libéral.

Le protectionnisme américain nous mettait dans une alternative: ou bien le Canada optait pour le protectionnisme et l'isolement, entraînant ainsi la baisse du niveau de vie, ou bien il prenait une initiative audacieuse au nom de toute la population.